

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

AFFAIRE SUIVIE PAR : F. CHAVET  
☎ : 04.56.59.49.34  
☎ : 04.56.59.49.96

Grenoble le, 24 JUIN 2013

**ARRETE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

**n°2013175-0045**

**LE PREFET DE L'ISERE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le livre V ;
- VU** le code minier ;
- VU** la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau ;
- VU** la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU** le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 pris pour l'application du code de l'environnement ;
- VU** les décrets n° 2006-665 du 07 juin 2006 et n° 2006-672 du 08 juin 2006 relatifs aux commissions des carrières ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux modifié par l'arrêté ministériel du 24 janvier 2001 et l'arrêté ministériel du 05 mai 2010 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant les modalités de détermination et d'actualisation du calcul du montant des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2001-5020 du 25 juin 2001 autorisant la société Rossi SA à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Saint-Baudille-de-La-Tour ;
- VU** la demande de la société La Pierre de France du 2 juillet 2012 ;

- VU** l'avis exprimé par le conseil municipal de Saint-Baudille-de-la-Tour le 18 février 2013 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 15 avril 2013 ;
- VU** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation spécialisée des carrières du 15 mai 2013 ;

**CONSIDERANT** les capacités techniques et financières de la Société La Pierre de France ;

**CONSIDERANT** que les conditions de l'autorisation accordée au pétitionnaire, les prescriptions particulières qui lui sont imposées, notamment celles relatives à la réduction des différentes nuisances, aux conditions d'exploitation et de remise en état sont de nature à permettre la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, identifiés, prévenus et maîtrisés ;

**CONSIDERANT** qu'un projet d'arrêté a été adressé au pétitionnaire le 17 mai 2013 afin de recueillir son avis ;

**CONSIDERANT** l'accord de la société La Pierre de France par courriel du 12 juin 2013 concernant le projet soumis pour avis ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

### TITRE I – DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION

#### Article 1 : Autorisation

L'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral n° 2001-5020 du 25 juin 2001 est modifié comme suit :  
 La société La Pierre de France - siège social 332, rue St-Honoré 75001 Paris - (cessionnaire) est autorisée à exercer une activité «d'exploitation de carrière» sur le territoire de la commune de Saint-Baudille-de-la-Tour au lieu-dit «Monsieur» pour une superficie de 38 000 m<sup>2</sup> dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté en lieu et place de la société Rossi SA (cédant) sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté.

Désignation des installations	Volume des activités	Rubriques	Classement
Exploitation de carrière	P = 15 000 t/an S = 38 000 m <sup>2</sup> V = 80 000 m <sup>2</sup>	2510-1	A
Installation de traitement des matériaux	P < =200 kW	2515-1c	D

#### Article 2 : Garanties financières

L'article 16.1 de l'arrêté préfectoral n° 2001-5020 du 25 juin 2001 est modifié comme suit :

- Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière à chacun des termes des périodes quinquennales est de :

	€/TTC	Indice TP01 (février 2011)
Phase 2011-2016	77 724,72 €	672

### Article 3 : Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble.

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où le présent arrêté est notifié.
- pour les tiers, le délai de recours est de 1 an à compter de la publication du présent arrêté.

### Article 4 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de St-Baudille-de-la-Tour pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la direction départementale de la protection des populations de l'Isère (service protection de l'environnement) le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché de façon visible et en permanence dans l'établissement concerné, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département ou tous les départements concernés.

### Article 5 : Exécution

- Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Isère
  - Monsieur le Maire de St-Baudille-de-la-Tour
  - Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées
  - Monsieur le Délégué départemental de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes
  - Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles
  - Monsieur le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

LE PREFET  
*Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général*  
2  
Frédéric PERISSAT

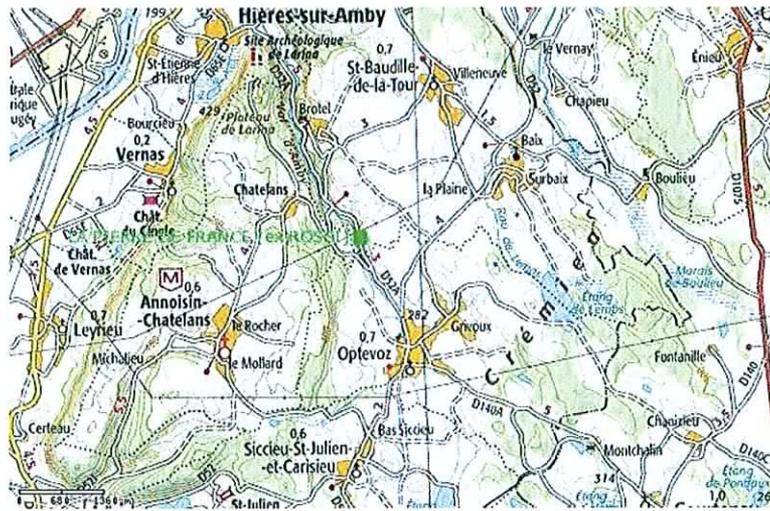


## Intranet Commun des Activités à Risque

### Visualisation de points S3IC

#### Couches disponibles

- raster
- ADM
- Département
- Communes
- limites
- Risques Indus
- ICPE
- natura 2000
- Parc Naturel
- biotope
- znieff-zico
- RAMSAR
- SANDRE



Valider le déplacement des points

Fermer